

Monsieur Emmanuel Macron
Président de la République
Palais de l'Elysée
55, rue du Faubourg Saint-Honoré
75008 Paris

Paris, le 31 octobre 2017

Monsieur le Président de la République,

Vous avez senti et pu déclarer que votre présidence serait au fond une présidence culturelle. Et vous avez raison. S'il s'agit de proposer au pays une transformation des manières de produire, de sentir, de désirer le futur et d'organiser la vie collective, une nouvelle amitié ; cela s'appelle en effet la Culture.

Vous nous proposez de rendre clair le passage à une séquence historique nouvelle.

Vous nous proposez une jeunesse des idées, une netteté neuve des possibilités.

C'est la sensation d'une relance historique de notre pays.

Tous les grands Présidents qui l'ont eue, se sont appuyés en effet sur une grande politique culturelle.

Les politiques de Malraux et de Lang, ont été une puissance d'apparition et de reconfiguration. C'étaient des signes très puissants. Il faut mesurer ce que furent les labels subventionnés, les équipes artistiques indépendantes, les ateliers et débats de l'éducation populaire. C'étaient les signes de la modernité qu'un pays se donnait. Avec leurs lieux où la jeunesse s'amusait, s'instruisait, se politisait, se donnait la méthode pour libérer sa créativité. Il faut mesurer ce qu'avec eux les artistes et directeurs de lieux ont pu faire, comme actions irréversibles dans la vie des citoyens.

C'était aussi le signe de l'intelligence de l'Etat, car il savait en tirer gratification. Tout le monde sait et admire le fait qu'il ait pu se servir de ces politiques, qu'il ait pu y construire le reflet positif de son propre dynamisme ; le lieu de sa communication la plus radieuse. Elles étaient là pour dire sa confiance, dans lui-même et dans des habitants porteurs de futur.

A chaque fois, au fond, c'étaient des politiques d'une nouvelle joie de vivre.

Monsieur le Président, nous vous proposons la même ambition. Un acte 2 de la décentralisation.

Qui est aussi une des formes de réapparition de la justice.

Car vous, comme les grands « Présidents culturels », vous pouvez rétablir historiquement cette nécessité : rendre justice à la capacité des gens.

Libérer les possibles, ce n'est pas autre chose.

C'est la mission donnée aux artistes dans un service public de la culture : que soit nommée pour chacun d'entre nous, citoyens de ce pays, et mise en œuvre, la capacité que nous avons à désirer, à penser et à transformer la vie.

Or ces vraies politiques culturelles, elles se sont appuyées sur les propositions des artistes eux-mêmes. Les fondateurs de la décentralisation l'ont toujours dit : c'était d'abord des visions

d'artistes. Aidés par l'efficacité d'une administration qu'orientaient de grands représentants du peuple.

Nous, acteurs du spectacle vivant subventionné, nous voulons maintenant faire la même chose.

Un acte 2 de la Décentralisation culturelle. Et comme aux temps vivants d'un aggiornamento, nous en avons pensé les termes. Nous-mêmes. Nous voulons vous le proposer et, avec vous, le mettre en œuvre.

Et d'abord il comporte une idée.

Vous nous parlez de modernité. Vous parlez de libérer des énergies.

En effet, dans chaque secteur, les habitants de ce pays aspirent maintenant à ce qu'on rende justice à leur intelligence. Ils aspirent à ce que le travail, l'école, le loisir, le don de soi dans la solidarité, et la démocratie concrète des débats et des actes, soient re-capacités.

Recapacités. Remis en vie concrète. Cette re-capacitation, elle viendra si vous proposez aux citoyens les vrais chemins de leur implication. Si vous croyez qu'ils sont capables d'aider l'Etat et le pays. Si vous les y incitez concrètement.

Or c'est cela, une politique culturelle.

Elle sert non à « divertir » ou à « élever » ou à « donner des valeurs ou du goût » mais à libérer de soi et avec les autres toutes les possibilités.

Quand nous pratiquons l'art, nous apprenons à travailler avec l'infini qu'il y a en nous. Nous apprenons à produire la vie bonne.

Tous les gens qui s'adressent à vous ici sont probes. Ils sont dévoués. Connaissent la responsabilité de l'argent public. Veulent courageusement changer. Ils ne sont pas conservateurs. Ils ont lucidement fait le compte des calcifications actuelles. Ils savent que le moment est venu d'un nouveau pacte national pour la Culture.

Ne laissez pas le pouvoir à ceux qui diraient que de cette ambition nationale, nous n'avons plus les moyens. Avant de déléguer des missions aux fluidités sans entraves du privé, avant de réduire le nombre des acteurs et agents publics, voyons une chose simple : l'énergie, c'est l'intelligence.

La richesse, c'est ce qu'un acte, quand il peut porter juste, libère de conséquences infiniment supérieures à lui.

C'est cette intelligence que les gens veulent voir libérer ; c'est cette richesse de la France que les gens veulent voir de nouveau s'affirmer.

Il y a des dispositifs mal employés, il y a des ponts non bâtis, il y a des objectifs devenus confus, il y a aussi des autorités techniques et économiques contestables.

Il y a aussi une inefficacité moderne, après tout.

C'est cela qui pourrait être très grave et qui commence à se murmurer : que les transformations tant attendues soient remplacées par des transformations inutiles, médiocres, inefficaces, déconcertantes de naïveté ou de déjà vu mal déguisé.

L'acte 2 de la décentralisation, doit passer par :

1/ la décision d'un pacte national à l'échelle de l'Etat et des collectivités

2/ et dans ce pacte national, la reconfiguration de ce que serait le périmètre et la fonction d'un ministère de la Culture et de ses missions décentralisées. Un Ministère au cœur de la politique de la jeunesse, des territoires, des arts et arts appliqués et des droits.

3/ la reconstruction avec les collectivités d'une nouvelle place des artistes, dans la vie des gens. Une nouvelle mission pour enrichir les lieux du travail, de l'étude, du loisir et de la vie démocratique.

4/ la construction enfin d'une politique des arts à l'école. Qui ne soit plus un leurre ni, pour les artistes, la rencontre du pot de terre avec le pot de fer.

En vérité, avec un certain humour, nous vous proposerions bien de nommer le Ministère de la Culture, le « Ministère de la Capacitation », en référence à l'empowerment anglo-saxon. Car si ni l'émancipation, ni l'éducation populaire ne sont peut-être plus les mots de ce temps ; l'ambition reste.

Monsieur le Président, les services sociaux et de la jeunesse se sont appauvris.

Les classes moyennes se plaignent du déclassement de leurs enfants, d'un service public qui ne fabrique plus l'ascenseur social ni l'acquisition d'une culture qui assurait la possibilité d'une progression sociale.

Les classes défavorisées vivent le repli et l'amertume.

Dans beaucoup d'endroits du pays, ce que faisait tout le réseau militant et culturel pour la formation de la jeunesse, mais aussi pour la formation continue des adultes, seul le sport le fait encore. Et quelques associations confessionnelles.

Partout, il faut recommencer l'ensemencement. Une politique culturelle populaire doit revoir le jour.

De nouvelles sociabilités organisées par la culture, de nouvelles forces données par elle, sont et seront le lit d'un nouveau dynamisme, nouvelles sociabilités joyeuses (ah ! les chorales des bobos !), nouvelles forces imaginatives, nouveaux muscles et nouvelles connaissances dérouillés par-delà l'atrophie du travail, ou de son absence, par-delà l'atrophie des lieux d'études, des programmes et organisations scolaires exténués. Ce n'est pas le peuple qu'il faut émanciper, en quelque sorte, c'est la croyance dans le désir d'un pays tout entier, c'est la capacité d'expression de tous.

Décréter qu'il faut une Politique de l'Expression de Tous.

Nous vous proposons de mettre en œuvre avec les collectivités, ce « pacte de la Capacitation » qui contiendrait des aspects majeurs de la politique de la jeunesse, de celles des arts et de celle de la territorialisation.

Nous voulons vous en présenter les dispositifs : les nouvelles opérations, les financements, et de nouvelles méthodes entre les opérateurs.

Nous voulons aussi le mettre en œuvre dans des lieux concrets : des prototypes. Des lieux où seraient liées les politiques de la ville, de la jeunesse, de l'éducation, de la santé, de la justice et qui diraient : à la jeunesse nous donnons le champ de la créativité, de l'art, des entreprises créatives, et nous lui donnons aussi la possibilité d'agir en situations locales, de dessiner les quartiers, les lieux, les voisinages, les amitiés de travail et débats, les branchements concrets de la nouvelle vie.

Dans ces prototypes, de nouvelles sutures se mettront en œuvre, de nouveaux usages et communs : un théâtre devrait pouvoir accueillir dans son personnel des éducateurs du champ social ou médical, travailler avec des fablabs ou des centres d'apprentissage, accueillir des classes en partie déconcentrées pour lesquelles les arts seraient un allié pédagogique consistant (non pas 2 heures par semaine !) etc. Autant de nouvelles formules adaptées aux situations locales et aux branchements, reconfiguration des énergies et des rencontres qu'elles appellent.

Nous avons un plan. Nous voulons une méthode et un engagement de financement de ces opérations à grande échelle dans tout le pays, avec une utilisation optimale des moyens déjà là et une intelligence des coopérations territoriales.

Nous avons un plan. Il est concret. Il est « évaluable » aussi. Que notre gouvernement, que nos collectivités nous jugent sur notre capacité à fabriquer de nouvelles dynamiques : comment par l'art et sa puissance de reconstruction, nous aurons réanimé tel village menacé de disparition, tel public de jeunes relancé vers le travail ou l'étude ou même amené à inventer eux-mêmes leur lieu de travail et d'étude, ou comment de nouvelles alliances se seront fait jour qui étaient impossibles dans la séparation organisée des individus : jeunes des quartiers et jeunes intégrés, jeunes et vieux, etc. Une évaluation par la capacité à construire des possibles, des dynamiques qui n'étaient pas là avant.

Monsieur le Président, c'est le mouvement qui saisit le monde de la Culture. Sous l'idée de cet acte 2 de la Décentralisation. Nous allons le prononcer par de multiples rassemblements. Nous allons le déployer en programme précis d'actions et de financements. Nous voulons qu'il soit entendu. C'est, nous le croyons, un mouvement et une déclaration historiques. Qui n'eut que de très rares précédents. C'est une nouvelle fierté. Elle a lieu sous votre Présidence.

Je vous prie de bien vouloir agréer, Monsieur le Président de la République, l'expression de ma plus haute considération.



Marie-José Malis
Présidente



8, rue Blanche
75009 Paris
Tél. : 01 44 53 72 10
Fax 01 44 53 72 12
contact@syndeac.org
www.syndeac.org